



PREFECTURE DE REGION AQUITAINE
PREFECTURE DE LA GIRONDE

Bureau de l'Administration Générale
référence n° 22
Affaire suivie par : Mme Michelle PASCO
Tél : 05 56 90 60 45
Télécopie : 05 56 90 60 56
michelle.pasco@gironde.pref.gouv.fr

Bordeaux, le 29 janvier 2009

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE

à

Mesdames et Messieurs les Maires de la Gironde

*(en communication à Madame et Messieurs les
Sous-Préfets d'arrondissement)*

Objet : reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté ministériel en date du 28 janvier 2009, paru au Journal Officiel du 29 janvier 2009, portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les phénomènes d'inondations, de coulées de boues et de chocs mécaniques liés à l'action des vagues, survenus à l'occasion des intempéries du 24 au 27 janvier 2009, pour toutes les communes du département de la Gironde

Les sinistrés disposent d'un délai de 10 jours à compter d'aujourd'hui pour déclarer l'état estimatif de leurs dégâts auprès de leur assureur.

Par ailleurs, je vous rappelle que les dommages causés par les effets du vent relèvent de la garantie tempête des contrats d'assurance « dommages aux biens », prévue par l'article L. 122-7 du code des assurances.

Je vous demande de bien vouloir assurer, auprès des habitants de votre commune, une large diffusion de ces informations qui font également l'objet d'une communication dans la presse.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Yann LIVENAIS

JORF n°0024 du 29 janvier 2009

Texte n°8

ARRETE

Arrêté du 28 janvier 2009 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

NOR: IOCE0902322A

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le code des assurances, notamment ses articles 122-7, L. 125-1 à L. 125-6 et A. 125-1 et suivants,

Arrêtent :

Article 1

L'état de catastrophe naturelle est constaté pour les dommages causés par les événements naturels d'intensité anormale non assurables (inondations et coulées de boue, inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues) qui ne relèvent pas de la garantie tempête, ouragans, cyclones prévue par l'article L. 122-7 (1er alinéa) du code des assurances, survenus à l'occasion des intempéries du 24 au 27 janvier 2009 dans les départements désignés en annexe.

Article 2

L'état de catastrophe naturelle constaté par arrêté peut ouvrir droit à la garantie des assurés contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet des contrats d'assurance visés au code des assurances, lorsque les dommages matériels directs qui en résultent ont eu pour cause déterminante l'effet de cet agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

En outre, si l'assuré est couvert par un contrat visé au code des assurances, l'état de catastrophe naturelle constaté peut ouvrir droit à la garantie précitée, dans les conditions prévues au contrat d'assurance correspondant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

A N N E X E

Inondations et coulées de boue

Département de l'Aude.

Département de la Haute-Garonne.

Département du Gers.

Département de la Gironde.

Département des Landes.

Département de Lot-et-Garonne.

Département des Pyrénées-Atlantiques.

Département des Hautes-Pyrénées.

Département des Pyrénées-Orientales.

Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues

Département de l'Aude.

Département de la Gironde.

Département des Landes.

Département des Pyrénées-Atlantiques.

Département des Pyrénées-Orientales.

Fait à Paris, le 28 janvier 2009.

La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Michèle Alliot-Marie
La ministre de l'économie,
de l'industrie et de l'emploi,
Christine Lagarde
Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,
Eric Woerth